

# Contribution Education à l'ESS - Imaginere de l'ESS

*Contributions collectives de CRESS (IDF, Nouvelle Aquitaine, Bretagne, Pays de Loire, Occitanie), de l'ESPER et Animafac, la fabrique coopérative, le RNJA*

## Nos constats

10 ans après la loi de 2014, en matière d'éducation comme dans les autres domaines, les constats sont les mêmes<sup>1</sup>. Si les ambitions initiales ont produit des effets, l'absence de volonté politique forte et son corrélatif manque de moyens ne facilitent pas le développement de l'Économie Sociale et Solidaire entendue dans son sens large soit un mode d'exercice de la citoyenneté économique, sociale et environnementale. C'est parce que l'éducation à l'Économie Sociale et Solidaire n'est pas identifiée comme un enjeu majeur, que nous souhaitons, par cette contribution, lui faire une place à part entière dans le cadre du congrès d'ESS France.

Depuis 10 ans, les crises systémiques engendrées par le modèle de développement actuel se sont accélérées : réchauffement climatique, accroissement des inégalités, discours de haine, etc. Ces crises ont eu des répercussions sur les élèves, les jeunes et les étudiant.e.s. Dans ce contexte, il nous apparaît chaque jour que nos organisations de l'ESS portent des solutions pratiques, efficaces et désirables.

- **Pratiques** : car nous portons des projets concrets qui permettent de basculer immédiatement dans l'action, de réparer les dégâts subis par les humains sur la nature mais surtout d'élaborer des manières de faire différemment,
- **Efficaces** : si l'ESS s'est institutionnalisée depuis 10 ans, elle porte derrière elle des siècles d'expérimentations sociales qui, des premières mutuelles aux associations d'éducation populaire, ont montré la résilience et la pertinence de leurs modèles pour émanciper et protéger des générations de citoyen.ne.s
- **Désirables** : les enquêtes qui sont menées en France comme ailleurs en Europe sont sans appel, oui, l'ESS représente un horizon désirable pour les jeunes. Cet horizon est souvent méconnu, avec une minorité de jeunes qui connaissent le concept. En revanche, des principes qu'ils et elles plébiscitent une fois expliqués. Ce modèle économique leur apporte un sens dans la place qu'ils peuvent occuper dans un monde en mutation.

Nous pensons que ce constat n'est pas satisfaisant et qu'au vu des défis et des crises actuels et à venir, il est primordial que nos mouvements s'organisent pour concrétiser ces ambitions fortes en matière d'éducation à l'ESS. Éduquer de futurs adultes à l'ESS est indispensable pour déclencher les changements nécessaires et rebâtir une société ouverte, démocratique et apaisée. Parce que l'ESS est un projet politique alternatif, et l'éducation est un maillon central pour véhiculer ses principes, ses valeurs et sa démarche pour sortir du cercle des convaincus et des initiés.

Ce tournant ne pourra être pris et s'imposer à l'échelle nationale sans penser nos actions à travers tout le continuum éducatif : celui du champ scolaire avec les enseignant.e.s de tous niveaux et de toutes disciplines ainsi que celui de l'éducation populaire avec les agents de l'éducation et de l'animation ; le

---

<sup>1</sup> Avis du Conseil National Supérieur de l'ESS sur le bilan de la loi de 2014

relais d'éducation formelle ou informelle, ou encore les services dédiés à l'entrepreneuriat ou à l'orientation, etc.

Cela passe par une action immédiate et proactive pour soutenir ce modèle d'économie sociale et solidaire comme un véritable modèle économique et social alternatif qui intègre les enjeux de justice sociale, de durabilité, de solidarité. Et ce, alors même que les aspirations et valeurs portées par l'ESS rejoignent celles de la jeunesse<sup>2</sup>.

Des actions d'éducation à l'ESS qui ne sont pas à la hauteur des enjeux de transformation sociale portés par ce modèle d'entreprendre.

Au vu des enjeux, il est clair que "nous", collectivement, ne sommes pas à l'échelle de nos ambitions. Néanmoins, de nombreuses expérimentations sont menées et elles nous disent beaucoup de ce qui peut et doit être fait pour promouvoir l'ESS.

À titre d'exemple, les études d'impact et les monographies menées sur des projets d'économie sociale et solidaire dans les établissements scolaires confirment qu'ils favorisent l'émancipation des élèves pour plusieurs raisons. D'une part, parce qu'ils apprennent des connaissances par la mise en débat et par la pratique collective. D'autre part, les élèves appréhendent le monde dans lequel ils vivent en éprouvant leur liberté de choisir de participer, de penser et de se mouvoir. Enfin, ils développent leur esprit critique pour agir. Éprouver, monter, conceptualiser un projet d'économie sociale et solidaire a une véritable utilité pour les jeunes, leur nombre reste très insuffisant par rapport aux besoins et au nombre d'élèves qui devraient être touchés.

Les projets construits avec les jeunes dans le cadre des CEEC<sup>3</sup> confirment la même chose, elles permettent aux jeunes de vérifier par le montage d'une coopérative éphémère que les principes et les valeurs de l'ESS : la coopération, la gouvernance démocratique et l'utilité sociale sont possibles à mettre en œuvre et ont du sens.

De même, les jeunes ayant l'opportunité de s'engager développent des logiques, réflexes et mécanismes favorisant la citoyenneté active tout au long de leur vie : comprendre une situation, vivre ensemble, co-construire collectivement, travailler avec des acteur·rices du territoire... Autant d'expériences fondamentales en phase d'apprentissage de la citoyenneté et de construction identitaire. La question de la volonté d'agir prend tout son sens dans des engagements motivés plutôt que par une obligation d'action.

Si l'engagement obligatoire présente l'avantage d'une première ouverture et une opportunité encadrée d'agir, nous sommes convaincu·es de la nécessité de favoriser l'engagement volontaire dans les parcours des jeunes sur le temps scolaire comme hors scolaire.

Lorsqu'il est volontaire, l'engagement des jeunes prend une forme qui leur correspond. Car loin des stéréotypes sur l'absence d'engagement chez les jeunes, "82 % des collégien·nes envisagent, dans les années à venir, de s'engager comme bénévole". Cet engagement porte sur des thématiques qui leur

---

<sup>2</sup> Economie sociale et jeunesse. Des valeurs partagées. Tiphaine Faure, Pour la Solidarité, mars 2017

<sup>3</sup> Coopératives d'Education à l'Entrepreneuriat Collectif

semblent prioritaires et qui reflètent les enjeux sociaux actuels : lutte contre les discriminations (dont le harcèlement), aide aux personnes en difficulté, environnement.

L'engagement des jeunes en Économie Sociale et Solidaire (ESS) présente des avantages considérables pour leur développement personnel, la cohésion de la société et l'avenir de notre nation.

**Sur le plan individuel**, l'engagement des jeunes en ESS favorise l'acquisition de compétences et de savoir-faire précieux, le développement du sens des responsabilités et de la confiance en soi. En effet, 78 % des jeunes engagés dans une association ont développé leur sens des responsabilités (source : INJEP, 2019) et 87 % des jeunes volontaires en service civique ont acquis de nouvelles compétences et savoir-faire (source : <https://www.service-civique.gouv.fr/>). De plus, les études montrent que les jeunes engagés ont de meilleurs résultats scolaires et sont plus susceptibles de trouver un emploi (source : OCDE, 2020).

**Sur le plan mental et du bien-être**, l'engagement des jeunes en ESS apporte des effets positifs notables. 90 % des jeunes volontaires en service civique se disent plus confiants en eux (source : <https://www.service-civique.gouv.fr/>) et 75 % des jeunes engagés dans une association se disent plus heureux (source : INJEP, 2019). L'engagement des jeunes est également un facteur de protection contre la dépression et l'anxiété (source : Inserm, 2021).

**Sur le plan de la cohésion sociale et du vivre-ensemble**, l'engagement des jeunes en ESS renforce le sentiment d'utilité sociale, l'implication dans la vie locale et le vivre-ensemble. En effet, 85 % des jeunes engagés dans une association se sentent plus utiles à la société (source : INJEP, 2019) et 72 % des jeunes volontaires en service civique ont le sentiment de s'être impliqués dans la vie de leur territoire (source : <https://www.service-civique.gouv.fr/>). L'engagement des jeunes favorise également le respect mutuel, la tolérance et la solidarité (source : UNICEF, 2022).

Enfin, **l'engagement des jeunes en ESS est un pilier de notre démocratie**. L'engagement associatif, en net recul, fragilise notre vie démocratique et notre capacité à répondre aux défis de notre société. Or, les jeunes engagés sont plus susceptibles de s'impliquer dans la vie politique et de voter (source : Cnesco, 2023). L'engagement des jeunes est essentiel pour le renouvellement des instances associatives et le dynamisme de la société civile (source : Fondation Jean Jaurès, 2022).

Lorsqu'il est volontaire, l'engagement des jeunes se base sur des besoins qu'ils et elles identifient sur les territoires et espaces qu'ils fréquentent : car en tant que citoyen-ne, ils et elles sont aussi sujets de problématiques particulières. En ce sens, le volontariat en service civique et le secteur de l'ESS peuvent constituer de véritables portes d'entrée vers l'engagement en apportant un mode d'action et des réponses concrètes.

### **Nos propositions :**

Au vu de la faiblesse de l'enseignement de l'ESS dans les programmes scolaires dans le primaire et le secondaire, œuvrer auprès du ministère de l'Éducation nationale pour que l'ESS soit intégrée à part entière dans les programmes scolaires.

Compte tenu de l'absence de pluralisme dans l'enseignement à l'université, il faut soutenir dans chaque région la création d'une chaire ESS ainsi que d'UE de découverte de la citoyenneté incluant l'ESS. Un choix que vient de faire l'université de Lorraine.

Articulée à ces deux propositions, la nécessité de former les professionnels de l'Éducation nationale, sur l'ESS avec les ressources, les outils de l'éducation populaire et l'ESS que les organisations ont produits ainsi que des agents des missions locales, conseillers IP, autrement dit les acteurs qui accompagnent des jeunes jusqu'à 30 ans. Pour favoriser l'engagement des professionnels de l'Éducation nationale dans des organisations de l'ESS, faciliter la mise en place de mesures (mises à disposition, détachements, etc.) pour le valoriser.

Travailler pour que les objectifs portés par l'Éducation nationale (citoyenneté, développement durable...) et leurs déclinaisons opérationnelles intègrent les principes portés par l'ESS et s'articulent avec les actions d'éducation à l'ESS mises en œuvre au sein des établissements.

L'engagement des jeunes constitue une force motrice essentielle pour l'avenir de notre société. En valorisant leur participation active, nous cultivons une génération de citoyens responsables et innovants, capables de relever les défis globaux avec dynamisme et créativité. Cet engagement favorise également leur épanouissement personnel, renforce le tissu social et stimule le progrès économique et culturel. La valorisation et la reconnaissance de l'engagement de tout jeune, par le biais des open badges<sup>4</sup>, de diplômes et ECTS, favorisent l'identification des compétences et savoir-faire acquis au cours de leur engagement. Il faudra travailler avec les OPCO, les régions et l'État pour valoriser des passerelles vers les filières de l'ESS.

Pour mener à bien ces actions, nous souhaitons un cadre d'échange interministériel entre les acteurs de l'ESS et les ministères concernés, à savoir de l'ESS, de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation et de la Vie associative qui permettrait de capitaliser nos actions collectivement et pour qu'elles puissent être à la hauteur des enjeux, les financer.

Participer au changement d'échelle de l'ESS c'est aussi sortir de la précarité économique et institutionnelle les dispositifs qui ont fait leurs preuves. Alors que de nombreux travaux universitaires, d'études d'impact et des milliers de pages de bilans de subventions viennent accréditer la réussite de dispositifs comme les CJS/CJM, les coopératives étudiantes ou les juniors associations ; ces dispositifs peinent à trouver leur place dans les politiques publiques. Cela a pour conséquence la précarité des personnes et des organisations qui les portent. Cette précarité nuit à la fois à la capitalisation de ces réussites et à leur rayonnement. Il devient indispensable à nos yeux de bâtir des réseaux de personnes ressources et de projets d'éducation à l'ESS qui soient soutenus à la fois par des ressources publiques mais aussi par celles et ceux dans l'ESS qui souhaitent inscrire leurs actions dans la bataille culturelle pour les générations futures.

---

<sup>4</sup> Certification numérique qui reconnaît et valide des compétences, des réalisations ou des apprentissages informels. Ils sont souvent utilisés pour valoriser des compétences acquises en dehors des systèmes éducatifs traditionnels, comme dans des ateliers, des formations en ligne, ou des expériences bénévoles.

Nous devons nous mobiliser collectivement pour définir un plan pluriannuel partagé et revendiquer des moyens, conditions fondamentales pour nous permettre de transmettre les principes, valeurs et pratiques de l'ESS aux millions de jeunes de ce pays.

En ce sens, le congrès de l'ESS des 12 et 13 juin 2024 doit constituer non pas un point de départ mais de bascule pour que l'éducation à l'ESS ne soit plus cantonnée à l'expérimentation mais bien intégrée aux politiques conduites par l'ensemble des acteurs œuvrant à l'éducation. Pour ce faire, nous devons élaborer une feuille de route partagée mais aussi construire un espace politique pour la porter associant les acteurs et actrices de l'ESS et les interlocuteurs concernés en interministériel...